

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE ET PRESCRIVANT DES MESURES
CONSERVATOIRES AU TITRE DE LA RÉGLEMENTATION DES ÉQUIPEMENTS
SOUS PRESSION À L'ENCONTRE DE LA SOCIÉTÉ TEREOS À ARTENAY**

**La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et en particulier le titre VII du livre Ier et le chapitre VII du titre V du livre V ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu les attestations de refus de requalification périodique rédigés le 13 août 2024 par l'organisme habilité BUREAU VERITAS (intervention du 13 au 14 mai 2024) ;

Vu les comptes-rendus d'inspection périodique non-satisfaisants rédigés le 13 août 2024 par l'organisme habilité BUREAU VERITAS (interventions du 13 au 14 mai 2024) ;

Vu les courriels du 13 et 14 août 2024 de la société TEREOS FRANCE à la DREAL demandant une dérogation pour exploiter des équipements D590, D591, E576, E511, E575, E557, R511 et R575 ayant fait l'objet d'un refus de requalification et d'inspection périodique ;

Vu les dossiers de fabrication et d'exploitation des équipements D590, D591, E576, E511, E575, E557, R511 et R575 ;

Vu le courrier de réponse de la DREAL à TEREOS du 9 septembre 2024 refusant la dérogation sollicitée par l'exploitant et demandant les dispositions prises sur les équipements ;

Vu les éléments transmis en réponse par TEREOS le 27 septembre 2024 :

- courrier de réponse sur les actions entreprises accompagné d'un plan d'action,
- mode opératoire de contrôle de la chaîne de sécurité ajusté pour les contrôles prévus en novembre 2024, février 2025 et mai 2025,
- courrier de l'organisme Bureau Veritas du 27 septembre 2024 attestant de sa présence lors de la réalisation des contrôles de la chaîne de sécurité surpression des colonnes à distiller réalisés du 13 au 16 mai 2024 ;

Vu le courrier du 16 octobre 2024 informant la société TEREOS FRANCE d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et de prescriptions portant notamment sur la vérification de l'adéquation, de l'état et du fonctionnement des accessoires sous pression ;

Vu la réponse de la société TEREOS FRANCE le 31 octobre 2024 dans le cadre du contradictoire, complété par un échange de courriels le 31 octobre 2024 et le 1^{er} novembre 2024 ;

Vu le rapport du 18 novembre 2024 de la DREAL Centre-Val de Loire ;

Considérant que l'article L. 557-28 du code de l'environnement dispose qu'« en raison de leurs risques spécifiques, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens. Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes : [...] la requalification périodique [...]. Certaines de ces opérations sont réalisées par des organismes mentionnés à l'article L. 557-31 » ;

Considérant que les opérations de requalification périodique et d'inspection périodique effectuées par l'organisme habilité BUREAU VERITAS entre le 13 mai 2024 et le 14 mai 2024 n'ont pu être validées pour les huit équipements suivants :

Désignation	N° de série	Fabricant	année	Nature du contrôle	Accessoire de sécurité Référence pressostat
Colonne D590	D590	HONORE	1995	Requalification périodique	PSHH590
Colonne D591	D591	HONORE	1995	Requalification périodique	PSHH561
Condenseur E576	E576	HONORE	2016	Inspection périodique	PSHH571
Echangeur vertical E511	E511	SCI	1986	Requalification périodique	PSHH561 PSHH590
Condenseur E575	E575	HONORE	2016	Inspection périodique	PSHH571
Echangeur horizontal E577	20017 5A	MARCEL LABBE	2000	Requalification périodique	PSHH451
Réservoir cylindrique vertical R511	1310	MICHON FRERES	1986	Requalification périodique	PSHH561
Réservoir cylindrique vertical R575	R575	MARCEL LABBE	1994	Requalification périodique	PSHH571

Considérant que la requalification périodique a été jugée non satisfaisante en raison de l'absence d'évaluation de conformité des chaînes de sécurité associées aux pressostats PSHH590, PSHH561, PSHH571 et PSHH451 ;

Considérant que l'article 25 IV de l'arrêté du 20 novembre 2017 susvisé dispose « qu'il est interdit d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant » ;

Considérant que le 13 août 2024, l'organisme habilité BUREAU VERITAS a informé la société TEREOS, exploitante des équipements désignés ci-dessus, de l'obligation de les mettre hors service conformément à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé ;

Considérant que l'article L. 557-1 du code de l'environnement dispose qu' « en raison des risques et inconvénients qu'ils présentent pour la sécurité, la santé et la salubrité publiques ou pour la protection de la nature et de l'environnement, sont soumis au présent chapitre les produits et les équipements mentionnés aux 1° à 4° et répondant à des caractéristiques et des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat : [...] 4° Les appareils à pression » ;

Considérant que l'article R. 557-1-1 III 1° du code de l'environnement dispose que « les appareils à pression mentionnés à l'article L. 557-1 sont les équipements sous pression et ensembles dont les caractéristiques sont fixées aux articles R. 557-9-2 et R. 557-14-1 » ;

Considérant que l'article R. 557-9-1 du code de l'environnement dispose qu' « au sens de la présente section et de la section 14, on entend par équipements sous pression : récipients, tuyauteries, **accessoires de sécurité** et accessoires sous pression (y compris, le cas échéant, les éléments attachés aux parties sous pression, tels que les brides, piquages, raccords, supports et pattes de levage) dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 0,5 bar » ;

Considérant que l'article L. 557-4 du code de l'environnement dispose que « les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être [...] utilisés [...] que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage. Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations [...] » ;

Considérant que l'article L. 557-5 du code de l'environnement dispose que « pour tout produit ou équipement mentionné à l'article L. 557-1, le fabricant suit une procédure d'évaluation de la conformité en s'adressant à un organisme mentionné à l'article L. 557-31. Il ne s'adresse qu'à un seul organisme habilité de son choix pour une même étape d'évaluation d'un produit ou d'un équipement. Il établit également une documentation technique permettant l'évaluation de la conformité du produit ou équipement » ;

Considérant que les quatre pressostats et la chaîne de sécurité associée PSHH590, PSHH561, PSHH571 et PSHH451 sont les accessoires de sécurité identifiés des équipements D590, D591, E576, E511, E575, E557, R511 et R575 ;

Considérant que ces accessoires de sécurité n'ont pas fait l'objet d'une évaluation de leur conformité aux exigences essentielles de sécurité ;

Considérant qu'en conséquence les 4 accessoires de sécurité PSHH590, PSHH561, PSHH571 et PSHH451 ne doivent plus être utilisés ;

Considérant que l'article 3 I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé prescrit que « lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle » ;

Considérant donc les équipements D590, D591, E576, E511, E575, E557, R511 et R575 protégés par ces accessoires de sécurité ne doivent plus être utilisés ;

Considérant cependant que les accessoires de sécurité PSHH590, PSHH561, PSHH571 et PSHH451 font l'objet d'un contrôle annuel par l'exploitant, et que les trois derniers contrôles consultés par l'inspection n'ont jamais mis en évidence de défaillance de ces systèmes ;

Considérant que l'organisme habilité Bureau Veritas a assisté au bon déclenchement des pressostats PSHH590, PSHH561, PSHH571 et PSHH451 dans le cadre des inspections et requalifications périodiques du 13 et 14 mai 2024, comme en atteste le courriel du 27 septembre 2024 émis par l'expert du Bureau Veritas ;

Considérant de surcroît que l'exploitant TEREOS s'engage, dans son courrier du 27 septembre 2024, à réaliser désormais un contrôle trimestriel des chaînes de sécurité au lieu du contrôle annuel ;

Considérant que ces contrôles seront réalisés en présence de l'organisme habilité Bureau Veritas ;

Considérant que l'exploitant indique que les équipements D590, D591, E576, E511, E575, E557, R511 et R575 seront mis à l'arrêt à partir du 15 juillet 2025 et jusqu'à leur requalification ;

Considérant que l'article L. 557-29 du code de l'environnement dispose que : « l'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré » ;

Considérant que l'article L. 557-53 du code de l'environnement dispose que : « les mises en demeure, les mesures conservatoires et les mesures d'urgence mentionnées à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 peuvent, au regard des manquements constatés au présent chapitre et aux textes pris pour son application, porter sur la mise en conformité, le rappel ou le retrait de tous les produits ou équipements présentant une ou plusieurs non-conformités ou pouvant présenter les mêmes non-conformités que celles constatées ou suspectées, notamment les produits ou les équipements provenant des mêmes lots de fabrication et sur toute mesure énumérée à l'article L. 557-53-1 » ;

Considérant que l'article L. 557-56 du code de l'environnement dispose que : « l'autorité administrative compétente peut prescrire toute condition de vérification, d'entretien, d'expertise ou d'utilisation d'un produit ou d'un équipement en vue de remédier au risque constaté, aux frais de l'opérateur économique, de l'exploitant ou de l'utilisateur concerné. Elle peut également prescrire l'arrêt de l'exploitation du produit ou de l'équipement en cas de danger grave et imminent » ;

Considérant que l'article L. 171-8 I du code de l'environnement dispose qu' : « indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement » ;

Considérant que ces constats constituent un manquement à la réglementation et notamment aux dispositions des articles L. 557-28 et L. 557-29 du code de l'environnement ;

Considérant en outre les dangers potentiels de surpression présentés par les équipements sous pression et les dangers potentiels du fluide circulant dans ces équipements ;

Considérant que face à ces manquements, il convient d'une part de faire application des dispositions des articles L. 557-53 et L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TEREOS France de respecter les prescriptions de 13 de l'arrêté du 20 novembre 2017 susvisé en mettant en conformité ses équipements (remplacement ou évaluation des accessoires de sécurité et requalification des équipements ou de les mettre à l'arrêt) et d'autre part, dans l'attente de cette mise en conformité, de faire application des dispositions de l'article L. 557-56 du code de l'environnement en prescrivant à la société

TEREOS de vérifier l'état, l'adéquation et le fonctionnement des accessoires de sécurité non évalués ;

Considérant enfin que, compte tenu des enjeux économiques et sociaux que présente l'arrêt total de ces installations, du plan d'action et des mesures compensatoires présentés par l'exploitant, un délai de remise en conformité est nécessaire ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret,

ARRÊTE

Article 1 - La société TEREOS France, dont le siège social est situé rue de Senlis, 77230 MOUSSY-LE-VIEUX, est soumise, pour le site qu'elle exploite route de Paris, 45410 ARTENAY aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 - La société TEREOS France réalise le contrôle trimestriel des chaînes de sécurité des pressostats PSHH590, PSHH561, PSHH571 et PSHH451 en novembre 2024, février 2025 et mai 2025 dans les conditions suivantes :

- les contrôles sont réalisés conformément au mode opératoire « S-I-AAL-005 mode opératoire de contrôle des chaînes de sécurité suppression des colonnes à distiller »,
- les contrôles sont réalisés en présence d'un organisme habilité,
- les résultats de ces contrôles, attestés par l'organisme habilité, sont transmis à l'inspection de l'environnement de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre Val de Loire sous un mois après leur réalisation.

En cas de non-respect des dispositions du présent article ou si le résultat des contrôles réalisés est non-satisfaisant (non déclenchement des pressostats à la pression maximale autorisée), les équipements sont mis à l'arrêt jusqu'à nouvelle inspection périodique ou requalification périodique satisfaisante.

Article 3 - La société TEREOS France est mise en demeure, d'ici le 15 juillet 2025 :

- a) de remplacer ou de faire évaluer les accessoires de sécurité suivants :
 - PSHH590 protégeant la colonne D590 et l'échangeur E511,
 - PSHH561 protégeant la colonne D591, le réservoir cylindrique vertical R511 et l'échangeur E511,
 - PSHH571 protégeant le condenseur E576, le réservoir cylindrique vertical R575 et le condenseur E575,
 - PSHH451, protégeant l'échangeur horizontal E577,
- b) de réaliser les requalifications périodiques ou les inspections périodiques des équipements D590, D591, E576, E511, E575, E557, R511 et R575.

La société TEREOS France transmet à l'inspection de l'environnement de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre Val de Loire, les pièces justifiant de la réalisation de cette action avant le 15 août 2025.

À défaut les équipements D590, D591, E576, E511, E575, E557, R511 et R575 non protégés par des accessoires de sécurité évalués ou en retard de requalification sont mis à l'arrêt, jusqu'à la réalisation d'une inspection ou d'une requalification périodique satisfaisante.

Article 4 - En cas de non-exécution du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues aux articles L. 171-8 et L. 557-54 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées.

Article 5 - Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimale de deux mois.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS, LE

22 NOV. 2024

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,



Nicolas HONORE

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique, de l'Énergie, du Climat, et de la Prévention des Risques - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ce recours.